From:
To: Aquind Interconnector
Subject: Submission Let" s Stop Aquind

Date: 29 December 2020 11:46:09

Dear Examining Authorities,

We have started a collection of vulnerable species spotted in the allotments in Portsmouth.

I will keep you informed about species spotted.

So far: newts, slowworms, Dartford Warblers, hawks, tits, robins, lots of butterflies: red admirals, small and big white, ringlets, commas etc.

I will update you regularly with new finds.

Regards,

Viola Langley

Let's Stop Aquind

From:
To: Aquind Interconnector
Subject: Air pollution Portsmouth
Date: 30 December 2020 10:44:43

Dear Examing Authorities,

Please find enclosed a link to Portsmouth Newspaper. It clearly states that air pollution is so high that we are at breaking point. Take this fact in your consideration when you make a recommendation to the Secretary of State, please.

The residents of Portsmouth beg you to consider their well being for now and future generations.

 $\underline{https://www.portsmouth.co.uk/news/politics/portsmouths-air-quality-worse-parts-london-what-can-we-do-about-it-1383761}$

Regards,

Viola Langley

Let's Stop Aquind

From:
To:
Jones, Hef

Subject: Press release from Alexander Termorko 3.1.2021

Date: 09 January 2021 17:55:05

Dear Hefin,

Thought you might like to see another side of this Aquind affair.

http://www.alexandertemerko.co.uk/en/news/the-energy-tycoon-eyeing-a-run-for-the-role-of-london-mayor/?

fbclid=IwAR332xFRoFOvDVszXzF9buf8 ZOKHOn88XUHnnzS9FPvbCSD7LFmXs0ZMI4

The energy tycoon eyeing a run for the role of London Mayor - Alexander Temerko

The Conservative Party donor Alexander Temerko is on a mission to stamp out crime and xenophobia

www.alexandertemerko.co.uk

Temerko, who is now developing a £1.2bn power cable under the Channel, says industry and government need to develop a clearer strategy to help the country meet its Herculean and legally binding target of net zero carbon emissions.

"The energy white papers are not a road-map of how we can get there – that is the biggest problem," he says. "All of our society has a key interest in this area."

The planning and regulation process also needs simplifying and speeding up, he argues, or it risks tangling up vital projects.

"It must be a very simple and very transparent model," he says. "Today it's like a black hole ... a Harry Potter universe [...] a secret place and nobody knows what happens to it."

Regards, Viola Langley From:
To:
Subject:
Issue Specific hearing
Date:
24 January 2021 18:37:35

Dear examiners,

I sent you an email just 5 min ago. Should this new matter I raised not be considered for the Open Floor Hearing, could it be considered at the Issue Specific Hearing?

I have previously asked this question what would happen if the French authorities rejected this project or I asked what would happen if the French development is behind the English Examining process? Would potential work here in the UK be delayed?

With this new information I sent earlier this evening surely this matter needs to be discussed and thoroughly examined?

Please confirm the receipt of this email.

Regards,

Viola Langley

From:
To: Aquind Interconnector

Subject: Additional submission for deadline 15.1.2021 from Viola Langley

Date: 24 January 2021 18:25:23

Attachments: Arrêté rejet demande AE aquind (1).pdf

I wish to add to the next submission deadline 25.1.2020 the following:

Would you please tell us what the consequences are of the decision in France to reject /put a stop to the Aquind Interconnector project

I attach the document received from our French connection.

Would you please confirm that this submission will be put before the Examiners.

Please confirm you received this email.

I would like to elaborate at the next Open Floor Hearing. Therefore, I am asking for a slot at the next Open Floor Hearing as it is a new matter for consideration.

Regards, Viola Langley





Liberté Égalité Fraternité

124,00

Service Transitions Ressources et Milieux Bureau Milieux aquatiques et marins
Affaire suivie par : Pierre BRARD

Tél.: 02 32 18 95 39

Mél : pierre.brard@seine-maritime.gouv.fr

DOSSIER N° 76-2019-00698

Arrêté du 18 JAN 2021

portant rejet de la demande d'autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement, concernant l'interconnexion électrique entre la France et le Royaume-Uni

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, Officier de la Légion d'honneur Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R.181-13 et R.181-34 ;
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
- Vu le code de l'énergie ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le code de justice administrative et notamment son livre IV;
- Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu la demande d'autorisation environnementale déposée par AQUIND LIMITED en date du 13 novembre 2019, enregistrée sous le n° 76-2019-00698 concernant l'interconnexion électrique entre la France et le Royaume-Uni ;
- Vu la demande de complément en date du 16 décembre 2019 portant sur les documents « attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit » prévus au 3° de l'article R.181-13 qui définit les éléments communs du contenu d'un dossier de demande d'autorisation environnementale;

- Vu le courrier de Madame la Directrice de l'énergie en date du 21 février 2020 informant le pétitionnaire de l'irrecevabilité de sa demande de déclaration d'utilité publique en application de l'article L.323-3 du code de l'énergie;
- Vu la demande de prorogation de délai en application de l'ordonnance n°2020-306 formulée par le pétitionnaire par courrier en date du 25 mars 2020 ;
- Vu les compléments apportés au dossier en date des 11 mars, 26 juin et 8 juillet 2020 ;
- Vu les avis recueillis lors des consultations administratives initiées les 27 novembre 2019 et 23 juillet 2020 de la part :
 - de l'agence régionale de santé de Normandie ;
 - · du département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines ;
 - de la direction régionale des affaires culturelles de Normandie;
 - de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Normandie :
 - du service mer et littoral de la direction départementale des territoires et de la mer de Seine-Maritime, gestionnaire du domaine public maritime ;
- Vu la saisine de la Mission Régionale d'Autorité environnementale de Normandie en date du 23 juillet 2020 ;
- Vu la décision d'évocation de la ministre de la transition écologique du 21 septembre 2020 confiant le soin à la formation d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable de se prononcer sur le dossier relatif au projet d'interconnexion électrique entre la France et le Royaume-Uni;
- Vu la demande de compléments formulée par la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) en date du 30 septembre 2020 suspendant le délai de la phase d'examen ;
- Vu les compléments transmis par le pétitionnaire en version dématérialisée en date du 22 décembre 2020, puis reçus par courrier le 29 décembre 2020;
- Vu l'absence, dans les pièces fournies en réponse à la demande de compléments, de documents « attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit » concernant notamment les parcelles listées dans le tableau cidessous :

COMMUNE	CODE POSTAL	SECTION	PAR CELL E	GESTIONNAIRE	DESCRIPTIF TERRAIN
Hautot-sur-Mer	76550	Rue du Golf Miniature		Commune d'Hautot-sur-Mer	Voirie
		AB	168		Parking
		AB	317		Parking
		Rue du Casino			Voirie
		Rue des Canadiens			Voirie
		AB	178		Minigolf
		AB	233		Minigolf
		Rue du Casino			Voirie
		AB	181		Espace de jeu
		AB	182		École de surf

Considérant

- que la demande de déclaration d'utilité publique déposée en application de l'article L.323-3 du code de l'énergie déposée par AQUIND Limited est irrecevable ;
- que le conseil municipal de la commune d'Hautot-sur-Mer a opposé son refus à la demande d'occupation du Domaine Public présentée par la Société AQUIND par délibération en date du 8 octobre 2020 ;
- qu'après analyse des pièces fournies par le pétitionnaire en réponse à la demande de complément du 30 septembre 2020, il s'avère que le dossier demeure irrégulier en raison de l'absence de documents « attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit » concernant les parcelles listées dans le tableau précédemment visé;
- qu'en application du 1° de l'article R.181-34 du code de l'environnement, le préfet est tenu de rejeter la demande d'autorisation environnementale lorsque, malgré la ou les demandes de régularisation qui ont été adressées au pétitionnaire, le dossier est demeuré incomplet ou irrégulier.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

Article 1 - Rejet de demande d'autorisation environnementale

En application de l'article R.181-34 du code de l'environnement, la demande d'autorisation environnementale déposée par **AQUIND Limited**, concernant le projet d'**interconnexion électrique entre la France et le Royaume-Uni**, est rejetée.

Article 2 - Publicité et notification

Le présent arrêté est notifié à AQUIND Limited.

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée dans chaque mairie des communes d'implantation du projet (listées en annexe) et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans chaque mairie des communes d'implantation du projet (listées en annexe) pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de l'arrondissement de Dieppe, les maires des communes d'implantation du projet (listées en annexe), le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à Rouen, le

18 JAN. 2021



Voies et délais de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen ;

- 1º Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article <u>L. 181-</u> <u>3</u>, dans un délai de quatre mois à compter de :
- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.
- Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.
- Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr.